

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 79

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

CROISSANCE ZERO.

Le dernier relevé statistique de l'INSEE est tombé comme un couperet : l'économie française a stagné au troisième trimestre, loin des pronostics triomphalistes du gouvernement - « Tous les indicateurs sont au vert », déclarait Thierry Breton cet été au Monde... L'atonie touche d'ailleurs toute la zone euro, où la croissance n'a été que de 0,5% au cours de cette période. Pour l'ensemble des 25 pays de l'Union européenne, la croissance a également ralenti. Elle s'est élevée à 0,6 % au troisième trimestre et à 2,8 % sur un an, contre 0,9 % et 2,9 % au deuxième trimestre.

IMPORTATIONS US. En 2007,

« pour la première fois de notre histoire moderne, le coût des produits et services importés sera supérieur aux revenus de l'Etat fédéral. Les Américains paieront plus à l'étranger qu'à leur gouvernement », écrit le magazine des milieux d'affaires Business Week, dans son édition du 2 novembre. Depuis 1995, les importations sont passées de 12% du PIB des Etats-Unis à 17%. Dans le même temps, les capitaux étrangers sont passés de 7% du total des investissements à 32%. Mondialisation oblige.

EMPLOIS ADMINISTRATIFS DELOCALISES.

Selon une étude de la société de conseil américaine Hackett Group, les 500 plus grands groupes européens pourraient délocaliser 1, 3 million d'emplois administratifs dans les dix prochaines années. Seraient affectées par ce redéploiement les fonctions de finance et comptabilité, ressources humaines, gestion de la paie et des achats, qui se verraient confiées, à moindre coût, à des sociétés installées en Inde, Chine, Europe de l'Est, Pakistan, Brésil...

DES CLASSES DE MOINS EN MOINS MOYENNES.

Après guerre, un salarié pouvait espérer le doublement de son salaire en vingt ans. Aujourd'hui, il faudrait travailler 140 ans pour parvenir au même résultat ! Sociologue et économiste, Louis Chauvel analyse en une centaine de pages les illusions perdues des classes moyennes, qui avaient voté Oui à Maastricht mais ont majoritairement voté Non au référendum du 29 mai 2005. On lira avec intérêt cette chronique d'un décrochage social et politique sur fond de mondialisation financière et de transfert de richesses au profit du capital.

« Les classes moyennes à la dérive », par Louis Chauvel, éditions du Seuil.

EDITO : LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EST UN BIEN PUBLIC, DEVELOPPONS LA !

Nous publions une synthèse d'un travail écrit par notre camarade Bernard Sergent, chercheur au CNRS.

La recherche scientifique conditionne le développement humain. C'est pourquoi elle doit être, avec l'enseignement, au premier plan des préoccupations d'un gouvernement. Ce n'a pas été le cas au cours des dernières décennies, durant lesquelles la recherche scientifique a été malmenée au gré des restrictions budgétaires opérées par les gouvernements, qui ont cependant dû faire face aux réactions des chercheurs. Alors qu'a été décidée au sommet de Lisbonne, en mars 2000, une « stratégie » visant à ce que le montant de l'investissement scientifique européen en 2010 atteigne 3 % du PNB, non seulement la France ne dépasse pas 2,2 %, mais actuellement l'écart se creuse avec les principaux « concurrents » de l'Europe, Etats-Unis et Japon.

Il est du devoir de la gauche de prendre une position ferme en faveur du développement scientifique, qui se traduise par la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissements dans la recherche et tienne compte à la fois des emplois et des besoins matériels, qu'il s'agisse de la recherche fondamentale ou de la recherche appliquée.

La France s'enorgueillit d'un corps de grands organismes scientifiques dont les principaux sont : le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement, ex ORSTOM), l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale). Créés à la Libération, ils ont été les outils de la croissance française et de l'accroissement des connaissances dans tous les domaines. Socialement, leur fonction principale est de développer la recherche fondamentale, c'est-à-dire cette partie de la recherche qui n'est pas rentable à court terme mais est néanmoins nécessaire puisqu'elle fournit la base, le substrat, à partir desquels peuvent se développer des processus d'innovation qui, eux, débouchent sur une « rentabilité ».

Après avoir joué pleinement leur rôle pendant des décennies - par exemple pendant les « Trente Glorieuses » -, ces établissements sont aujourd'hui menacés de tous côtés, moins par l'incurie gouvernementale que par la poussée libérale. Si l'AGCS (Accord général sur la commercialisation des services) prévoit la privatisation de tous les services, la tendance existe en France de longue date - à droite mais aussi dans une partie de la gauche - à vouloir supprimer le CNRS et les autres centres de recherche. Cette tendance rencontre de fortes résistances. Aussi, le gouvernement préfère utiliser des voies détournées, notamment par le biais de la loi de 2005-2006 sur la recherche scientifique. Celle-ci crée une Agence nationale de la recherche, pourvue de gros moyens financiers, et qui agira avec une directivité totalement étrangère aux demandes des chercheurs.

Les gouvernements européens et la commission de Bruxelles n'ont d'yeux que pour les Etats-Unis et le Japon où les investissements

(suite)

de recherche et développement sont opérés par les entreprises à une échelle bien supérieure à ce qui se fait en Europe, ce qui permet à ces pays d'opérer une claire répartition : la recherche technologique aux entreprises ; la recherche fondamentale et presque toutes les sciences humaines aux universités. Le gouvernement français voudrait que la France prenne modèle sur ces puissances. C'est pourquoi la loi de 2005-2006 décide la création de PRES, « Pôles de recherche et d'enseignement supérieur » qui devraient regrouper, sur une base locale, des entrepreneurs, des chercheurs et des enseignants du supérieur.

Force est de constater que la mayonnaise ne prend pas. Pour une raison structurelle : les entreprises européennes de la dimension des entreprises états-uniennes ou japonaises réalisent en fait un investissement égal aux leurs, mais elles sont peu nombreuses, et, avec les entreprises de dimensions inférieures, la capacité d'investissement décroît rapidement. Autrement dit, les PME européennes ne sont pas en mesure d'assurer un authentique investissement dans la Recherche-Développement. Les Etats-Unis et le Japon, où l'industrie démarre au XIXe siècle par de puissants investissements qui ont permis précocement la formation d'énormes entreprises, n'ont pas l'histoire de l'Europe où l'industrie commence au XIIe siècle, à échelle modeste et se développe lentement jusqu'à l'époque moderne, avec une foule de petite entreprises, dont seules quelques-unes ont réussi, au XXe siècle, à former des groupes capables d'investissements importants.

Les établissements de recherche sont donc incontournables :

en ce qui concerne l'informatique, aucune entreprise française n'est de dimension internationale, mais c'est le savoir-faire acquis par Bull - entreprise voulue par De Gaulle et financée par l'Etat - qui permet à l'informatique française d'exister.

en ce qui concerne les sciences de la vie, les entreprises françaises n'ont ni les moyens, ni bien sûr l'intention, de faire de la recherche fondamentale. La zoologie, la botanique, la biologie, l'éthologie ne peuvent relever que d'un effort public.

en ce qui concerne les sciences humaines, aucune entreprise n'en a cure, et les universités, qui en ont la charge aux Etats-Unis ou au Japon, sont en France dans une situation dramatique, avec accroissement des charges et des durées de travail des enseignants qui diminue d'autant la disponibilité pour la recherche. De nos jours, un universitaire français qui souhaite se livrer à une activité de recherche le fait pendant ses vacances ! Or, ce sont bien les sciences humaines qui alimentent le politique (données fournies par l'économie et la sociologie), renouvellent les connaissances (recherche archéologique, historique, linguistique, ethnologique), reformulent les problématiques et alimentent les débats d'idées.

Autre point fondamental : le peuple de France a le droit de savoir ce que font ses savants. Encore faut-il s'en donner les moyens. Or les deux principaux musées parisiens de sciences humaines, le musée de l'Homme et le musée des Arts et Traditions populaires, ont été détruits ! Car il s'agit bien de destruction : du musée de l'Homme est retirée l'ethnologie qui faisait son originalité, au profit du musée des arts primitifs au quai Branly ; le musée des Arts et Traditions populaires est

fermé et une partie de son matériel doit être utilisé pour équiper un musée différent à Marseille, dit « de l'Europe et de la Méditerranée » ; dans l'un et l'autre cas on passe de musées scientifiques et pédagogiques à des musées esthétiques et touristiques.

Dès lors, il faut envisager la réédification d'un authentique musée d'ethnologie mondiale, au musée de l'Homme (les locaux sont toujours là) et d'un véritable musée d'ethnologie française, ce qu'était et qu'aurait dû rester le musée des Arts et Traditions populaires.

La France a disposé longtemps d'un autre vecteur extraordinaire de diffusion des connaissances : France Culture, dont l'audience dépassait de loin le seul Hexagone. La station abordait un nombre considérable de questions scientifiques, culturelles, politiques. Depuis quatre ans, les programmes scientifiques de France Culture ont diminué à peu près de moitié. Des révisions drastiques de programmation, opérées par Patrice Gélinet puis surtout par Laure Adler, ont fait passer France Culture du statut de station culturelle à celui de radio « branchée » !

La gauche anti-libérale doit donc défendre un programme de reconquête ou de reconstruction des vecteurs culturels perdus, détruits ou gâchés, puis favoriser leur extension pour que le plus grand nombre de nos concitoyens profite du progrès des connaissances.

Mais la France n'est pas seule en jeu. La moyenne des budgets consacrés à la Recherche-Développement dans les pays européens ne représente, en gros, que 2 % de leur PIB, loin des 3 % décidés à Lisbonne. Il faudrait partout, sauf dans certains pays scandinaves, d'énormes investissements pour atteindre ces 3 %. En France, cela exigerait à peu près d'augmenter les crédits de recherche de 50 %. On en est loin. Pour y parvenir, il faut relancer la coopération européenne en matière scientifique en la soustrayant aux logiques marchandes. Car la recherche est un bien public.

(Le texte intégral de Bernard Sergent est disponible sur le site Internet de la Gauche républicaine. Faute de place, nous n'avons pas pu en présenter la synthèse plus tôt.)

Encart publicitaire

**formation
& citoyenneté**

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élu-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org

Courriel : contact@formationcitoyenneté.org